

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 7 JUIN 1978 - N° 713

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

AGRESSION POLICIÈRE CONTRE LES GRÉVISTES DE FLINS

CRS, HORS DE RENAULT !



Photo QdP

- Cléon : face à la menace ● Assemblées générales dans toutes les usines du groupe
- Sandouville, mardi matin, des milliers d'ouvriers en grève ● Billancourt en ébullition, meetings dans toute l'usine

6 JUIN 68

6 JUIN 78

Le 6 juin 68 au matin, plusieurs milliers de CRS se ruèrent sur l'usine de Flins, occupée depuis plusieurs semaines.

Le 6 juin 78 au matin, 500 CRS évacuaient les grévistes des grosses presses, qui occupaient depuis 2 semaines.

10 ans après, jour pour jour, mêmes méthodes : le vrai visage du libéralisme avancé et de l'ouverture !

Lire en pages 6 et 7 nos reportages

Giscard en Corse

L'ILE EN ETAT DE SIEGE



Comme ici, en septembre 76, le déploiement policier est massif. Cette fois, 12 compagnies de CRS et 10 escadrons de gendarmerie sont arrivés en renfort du continent.

Lire page 3

Renault- Argentine : 22 ouvriers emprisonnés ou... «disparus»

22 ouvriers emprisonnés ou «disparus» à Renault Argentine. Cette information a été donnée lundi matin par les syndicats CGT de Renault après un voyage de 10 jours en Argentine.

Renault Argentine compte 3 000 salariés, regroupés dans la ville de Cordoba, un grand centre ouvrier. A Cordoba, les salaires sont trois fois inférieurs aux salaires en France, la liberté de réunion quasi inexistante. Depuis la grève d'octobre 77, 140 ouvriers ont été licenciés et 22 ont disparu. «Nous avons été photographiés et filmés à chaque instant ainsi d'ailleurs que tous les gens passant à côté de nous et qui n'avaient pourtant aucun rapport avec notre mission», a rapporté le secrétaire de la CGT. Pendant les 10 jours de leur mission les permanents syndicaux, n'ont pu avoir aucun contact avec les ouvriers de Cordoba, ni pénétrer dans les usines.

Conférence de Paris sur l'Afrique

Lire page 9

Iran : opération «villes mortes»

Lire page 10

RENAULT
DERNIERE MINUTE
Les syndicats
appellent
à une manifestation
mardi soir, 18 h
à Mantes



MAI 68 au jour le jour

Vendredi 7 juin 1968

LA GREVE SE DURCIT

Dans certains secteurs-clés, la reprise s'effectue lentement (PTT, Charbonnages, Acieries de l'Est, Pétroles). Il a fallu presque une semaine pour négocier l'accord, et il faut plusieurs jours pour convaincre les ouvriers d'accepter l'accord.

Le 7 au soir, il reste près de 4 millions de grévistes. La France n'est plus vraiment paralysée, mais la grève se durcit. Des noyaux durs se regroupent, comme à Sud Aviation Nantes, Renault Flins, où les grévistes refusent «les manœuvres des vendus du sommet».

Dans la métallurgie, l'électronique, le caoutchouc, le commerce, les grands magasins : les chambres patronales refusent d'aller plus loin que la stricte application des accords de Grenelle, et les pourparlers sont rompus.

Si la reprise s'effectue à Citroën c'est après un «vote à bulletin secret de la direction» dont la régularité est tout de suite mise en doute par les syndicats.

A Flins, dès 5 h du matin, des heurts violents opposent la police à des manifestants (ouvriers et étudiants), qui établissent des barrages sur la RN 13 et dans le centre d'Elisabethville. Il y a une vingtaine de blessés. La CGT critique violemment les manifestants : «Les travailleurs étaient rassemblés dans le calme, des groupes étrangers à la classe ouvrière, conduits par Geismar qui apparaît de plus en plus comme un spécialiste de la provocation, se sont introduits dans ce rassemblement pour inviter les travailleurs à réoccuper l'usine... Ces formations entraînées quasi militairement se sont déjà signalées à l'occasion d'opérations de même nature».

(Union Régionale CGT)



TABLEAU : «LES DERNIERES GRANDES GREVES»

Année	Population active (sans les paysans)	Nombre de grévistes	
1936	12 160 000	3 000 000	25 %
1947	11 880 000	1 900 000	16 %
1953	13 870 000	850 000	6 %
1968	17 000 000	9 000 000	53 %

— A 17 h, à Paris, un cortège de 2 000 syndicalistes CFDT va manifester devant l'Union nationale du Patronat de la métallurgie. Puis la majorité se rend gare St Lazare où ils sont acclamés par 3 000 étudiants.

— 18 h 45 : 7 000 manifestants (syndicalistes CFDT, SNESup, UNEF, Comités d'action lycéens) sont réunis gare St Lazare pour se rendre aux usines de Renault Flins. La CGT, majoritaire dans le dépôt, refuse d'affréter des trains spéciaux. La manifestation se rend alors à Renault-Billancourt, où la CGT fait fermer les portes de l'usine, et demande aux ouvriers de n'adresser en aucun cas la parole aux «provocateurs gauchistes».

POLITIQUE

FÊTES DÉPARTEMENTALES DU PCF

LA CONTESTATION S'Y EXPRIME AUSSI

LOIRET Derrière le calme, la contestation

La fédération du Loiret du PCF n'a rien de bien original. Quelques milliers d'adhérents, quelques municipalités, gagnées en mars 77, aucun oppositionnel qui n'ait écrit dans la presse autre que l'*Humanité*. Ce manque d'originalité permet paradoxalement de se faire une idée de ce que sont les contradictions dans le PCF, dans un endroit qui n'a pas attiré les phares de l'actualité. De ce point de vue, la fête annuelle de la fédération fournit quelques points de repères. On notera d'abord une volonté de gommer toute référence au PCF dans la propagande : les affiches insistaient lourdement sur le programme «culture», mais pas une lettre qui puisse indiquer aux non-initiés qu'il s'agissait là d'un rassemblement du parti de Marchais. On notera aussi que le rapport de Marchais au CC n'était pas en vente. Les efforts de dis-

crétion ont touché même le discours central, prononcé par un obscur membre du CC, Lefort, entouré d'un comité fédéral ronronnant à l'issue de ce combat, qu'ils croient pourtant nécessaire de mener. Dans un stand de quartier, là où des luttes se mènent, sans le PCF, contre l'implantation d'un dépôt de déchets nucléaires, les militants nous ont appris qu'ils ne cessaient d'être interpellés par la population sur leur absence. D'autres nous ont dit, en terme cru, ce qu'ils pensaient de leur secrétaire fédéral, et de Marchais.

Des militants nous ont dit le combat qu'ils menaient dans leurs cellules,

pour tenter de transformer les choses. Ils nous ont dit leurs inquiétudes sur l'issue de ce combat, qu'ils croient pourtant nécessaire de mener. Dans un stand de quartier, là où des luttes se mènent, sans le PCF, contre l'implantation d'un dépôt de déchets nucléaires, les militants nous ont appris qu'ils ne cessaient d'être interpellés par la population sur leur absence. D'autres

nous ont dit, en terme cru, ce qu'ils pensaient de leur secrétaire fédéral, et de Marchais.

Cette fête anodine a en fait révélé l'ampleur des contradictions qui agitent le PCF et confirmé qu'au delà des signataires des appels publics, elles touchaient un pourcentage important de militants.

Correspondant Orléans



LOIR ET CHER

Tout va bien ?

Le 4 juin se tenait à Blois la traditionnelle fête de la fédération du Loir et Cher du PCF. Ce qui frappe une fois qu'on a fait le tour de la fête c'est le vide politique effarant ; un seul exemple : à la cellule du centre hospitalier de Blois en lutte depuis deux mois, pas un panneau, pas un commentaire sur la lutte, la seule proposition : des brochettes à 4 F !

Ne parlons pas du reste des stands. Le cercle UCJR de Blois et des militants du comité «Jeunesse en lutte» de Blois avaient décidé d'engager le débat avec les JC que nous cherchions vainement depuis 1 mois. Les camarades discuteront avec quelques militants qui seront bien vite remplacés par un cadre JC. Interrogé sur le boycott du Mondial, il n'hésite pas à cracher sur notre manif de la veille. Heureusement, ce point de vue ne faisait pas l'unanimité chez les JC. Si notre militant s'opposait au boycott du Mondial en Argentine parce qu'après ils (entendez les gauchistes) s'en prendraient à Moscou, d'autres ne comprenaient pas la position

de la JC et approuvaient la mobilisation pour le boycott.

Une discussion s'engage sur le socialisme ; au vide complet de la JC sur ce point, nous opposerons les propositions du *Manifeste*.

Une militante nous dit son accord sur le projet en concluant : «Ce que tu décris, c'est la dictature du prolétariat».

Nous constatons le manque d'information des JC sur les contradictions au sein du PCF, nous leur en apprenons.

Le débat se poursuit, élargi : «Avec vous les gauchistes, on en a encore pour 100 ans, vous découragez les travailleurs».

Nous répondons : «Du Front Populaire à Mars 78, qui décourage les travailleurs ?». Silence gêné, on change de sujet.

L'alliance avec le PS, le boycott de la Coupe du Monde, l'opposition au sein du PCF, l'intervention française au Zaïre et la présence soviétique, les réponses sont loin d'être unanimes et les divergences apparaissent au grand jour.

L'agressivité de départ s'est changée en débat. Nous posons des questions sur l'absence de perspectives du PCF, ils nous opposent le découragement des travailleurs. Re-

nault, Bousac, arrivent aussitôt comme des démentis cinglants.

Tout ne va pas si bien au PC en Loir et Cher.

Corr. Blois

Pétition des oppositionnels du PCF 1 212 signatures !

Une nouvelle liste de signataires de l'appel des 300 vient d'être communiquée à *L'Humanité* par les oppositionnels.

Il y a quelques jours, comme nous en avons fait état dans ces colonnes, 1 000 militants du PCF avaient signé cette pétition. Ils sont désormais 1 212 à réclamer ouvertement plus de démocratie dans le PCF, et à condamner le rapport de Marchais devant le comité central. Cette nouvelle liste n'a pas été communiquée à la presse, et seulement envoyée à *L'Humanité*, qui bien évidemment ne la publiera pas. Les oppositionnels expliquent leur décision de ne pas rendre publique cette nouvelle liste par le fait qu'il convient «de mener le débat au sein du parti», et «de ne pas donner d'arguments à la direction».

Selon *Le Monde*, la répartition géographique des signataires couvrirait maintenant l'ensemble du territoire. Si les intellectuels restent largement les plus nombreux à avoir signé, il y a parmi les oppositionnels déclarés un nombre croissant de travailleurs. Certains ont même donné des signatures collectives, comme les ouvriers des chantiers navals de la Seyne, ou ceux de Renault Sandouville.

Au lendemain de la fête de la JC, l'annonce de ces 1 212 signatures ne peut que mettre dans l'embarras la direction du PCF : d'une part, c'est la preuve — une de plus — que les oppositionnels sont nombreux, et nombreux à se définir comme tels puisque Marchais avait attaqué précisément cette pétition, d'autre part, la direction du PCF ne peut plus accuser aussi facilement ces mêmes oppositionnels de faire le jeu de la propagande bourgeoise.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Corse

DEBAUCHE DE FLICS POUR GISCARD

Un formidable déploiement policier prépare l'arrivée de Giscard en Corse. 4 000 policiers patrouillent dans l'île, multipliant les contrôles. «*Toutes les nuits, si tu sors, en l'espace de 20 kilomètres, tu trouves facilement deux ou trois barrages : contrôle d'identité, contrôle de véhicules, la panoplie policière est complète*» nous explique un travailleur d'Ajaccio. Il n'y aurait pas moins de 800 flics en civil à laisser traîner leurs oreilles dans les cafés de l'île pour savoir ce qui pourrait se préparer contre la personne de Giscard, «le grand chef blanc», selon les termes même d'un tract anonyme...

Après les flics, le deuxième élément du décor, c'est la poudre : 177 attentats depuis le début de l'année, 74 le mois dernier.

La dynamite utilisée au départ à dose homéopathique, connaît une inflation galopante. Il y a quelques jours, la villa de l'ancien préfet Riolacci a été pulvérisée par une charge d'une dizaine de kilos de dynamite. Les explosions de plus en plus fréquentes se font en même temps de plus en plus

dangereuses et l'on commence à voir des appartements sauter, alors qu'ils sont occupés, ou des voitures exploser en pleine rue, vers 8 heures du soir.

L'action du groupe «Francis», groupe armé de lutte contre l'autonomie, qui vise les leaders du mouvement autonomiste et nationaliste s'intensifie. Peu à peu, ce sont de simples militants ou sympathisants de ces mouvements qui sont visés.

TENSION ET PEUR

Tout cela n'est pas sans créer une sorte de réflexe de peur dans l'île, peur alimentée par des erreurs commises (sciemment ou non) dans le choix des cibles : bombe posée à l'étage au dessus de celui d'un autonomiste par exemple... De cela, le pouvoir espère encore tirer parti, pensant non sans raison que cela pourrait accroître une certaine coupure entre le FNLC et la population.

A peine lancée l'idée d'une manifestation par l'Union du peuple corse, le Front de la population corse, la CFDT, la CGT, la FEN, elle se heurte à une certaine peur des provocations policières : «*Ils vont tirer sur la foule*», bruits colportés entre autres par le PCF. On ne voit pas du reste l'intérêt qu'aurait Giscard de faire répandre le sang, donc de relancer la révolte, au moment où il met le pied en Corse...

C'est dans ce climat lourd de tension et de menaces de provocations, climat soigneusement nourri par le pouvoir, que Giscard compte, pour pouvoir réaliser une opération politique d'ampleur en Corse. Une opération qui ratrapperait l'échec cinglant de la «journée des élus» du 9 septembre 1978, où les Corses ont déserté massivement les manifestations anti-autonomistes. Une visite qui ne fera pas oublier qu'il a dû annuler son voyage en Bretagne par peur de la colère des Bretons. Car derrière la peur qu'il cherche à susciter, le pouvoir cache sa propre peur, celle d'affronter la colère du peuple.

Pierre PUJOL

Giscard en Corse

CAMOUFLER LES PROBLEMES

Le voyage de Giscard en Corse ne réussira pas à faire oublier que les problèmes de l'île n'ont pas trouvé le moindre début de résolution depuis son accession à la présidence, malgré des promesses démagogiques maintes fois répétées.

Depuis des années, la population corse a des revendications urgentes : le tarif des transports entre l'île et le continent est préférentiel pour le tourisme et grève lourdement les transports commerciaux, ce qui lèse les masses populaires mais aussi le petit capitalisme corse.

Les petits viticulteurs protestent contre leur éli-

mination au profit des cumulards, souvent rapatriés d'Algérie. La culture corse est étouffée et des organisations se réclamant autonomistes prennent en compte cette révolte. En août 1975, quelques jours après le congrès de l'ARC, des viticulteurs occupent la cave d'un cumulard. Poniowski fait donner l'assaut : deux policiers sont tués, un militant autonomiste grièvement blessé. La présence provocatrice des flics crée de graves incidents à Bastia.

Lors du procès de Siméoni consécutif à l'affaire d'Aléria, la journée «île morte» le 17 mai 76 connaît un large succès.

Malgré les promesses de Giscard faites après Aléria, rien n'a fondamentalement changé pour la population corse. Les cumulards continuent d'éliminer les petits viticulteurs, le sous-développement économique de la Corse n'a pas connu le moindre début de résolution.

A tel point que le RPR lui-même, qui a dépêché Chirac en Corse dernière-ment, met en garde le gouvernement contre les risques de mécontentement de la population corse. La *Lettre de la Nation* de lundi dernier publie une déclaration des quatre députés de Corse, tous RPR, qui écrivent notamment à

Giscard : «*Si une réponse n'est pas apportée à l'espérance contenue dans notre élection (sic !) vous n'auriez pas affaire un jour aux députés d'un autre parti de la majorité ou de l'opposition ; une minorité pousserait la Corse vers l'aventure, qui ne serait pas seulement celle de la violence et du désordre, mais d'abord la remise en cause du lien national.*»

Depuis Aléria, la tension n'a jamais cessé en Corse, comme en témoignent les nombreux attentats visant les propriétés des cumulards ou des serveurs de l'Etat. Signes d'un mécontentement profond que les discours n'apaiseront pas.

Manifestation du PCF sur l'Afrique

Lundi à 18 h 30, c'était la manifestation du PCF sur l'Afrique, avec en queue de cortège le PSU et des organisations trotskystes. Cette manifestation visait entre autres à redorer le blason du PCF, à resserrer ses rangs, à l'heure où des membres nombreux, de ce parti, en contestent le fonctionnement et les orientations. C'est un cortège composé surtout de jeunes, les JC représentant le gros des forces, qui s'est écoulé de la Nation à la Bastille.

Dans les rangs des manifestants, les travailleurs immigrés étaient moins nombreux que les élus PCF venus faire de la figuration avec leur écharpe tricolore. En tête de la manifestation, les membres du CC : Fiterman, Fizbin, Marchais... et le dirigeant de la JC : Jean-Marie Catala. Si au cours de cette

manifestation, la direction du PCF a tenté de battre le rappel des «troupes», elle est loin d'avoir pour autant reconstitué une réelle unité, si l'on en juge par les groupes de discussions qui se sont formés spontanément après la dispersion. La trêve semble même peu probable alors que 900 signataires sont venus se joindre aux précédents contestataires du PCF qui avaient signé un appel, les listes de membres du PCF opposés à la direction de leur parti comptent maintenant des signatures collectives d'usines : Chantiers navals de la Seyne, Renault Sandouville, etc.

À la fin de la manifestation, de petits groupes se sont formés spontanément et les différentes questions du débat qui agitent le PCF actuellement furent abordées. Un militant cri-

quant l'absence de démocratie dans ce parti déplora que ceux qui ont des divergences soient obligés de s'exprimer dans d'autres journaux comme *Le Monde*. Un autre tenait des propos très très vifs contre la tactique du PCF pendant les élections, tactique qui, dit-il : «*Nous a fait perdre les élections et maintenant nous laissons sans solution de rechange*». Une militante du PCF faisant parti d'un comité COBA interpellait un autre militant sur l'attitude de leur parti. Elle condamnait le refus de prendre part à la campagne du boycott de la Coupe du monde de football en Argentine sous prétexte, dit-elle que «*le PCA lui, soutient une partie de la junte fasciste jugée plus démocrate que l'autre*». Révoltée par l'attitude de son parti, elle se déclara prête à participer

au boycott des jeux olympiques de Moscou, car, dit-elle : «*L'URSS aussi est un pays fasciste*».

Certains militants du PCF ne sont d'ailleurs pas dupes de la manœuvre de la direction de leur parti avec la manifestation sur l'Afrique. Tel ce militant qui, dimanche dernier, à la fête de la JC, déclarait : «*Si la contestation n'était pas si forte actuellement dans le parti, jamais nous n'aurions appelé à manifester contre l'intervention française en Afrique*». Car, profiter des sentiments de colère des travailleurs et de la jeunesse contre l'intervention giscardienne, pour tenter de ravalier sa façade, tout en cautionnant l'agression social-impérialiste en Afrique tel était bien un but essentiel de l'initiative prise par la direction du parti révisionniste.

Chirac interdit une réunion sur l'Argentine

(Communiqué)

«La section CFDT de Morland du personnel administratif de la ville de Paris avait organisé une réunion d'information sur la situation en Argentine avec la projection d'un montage diapos du COBA. Vendredi matin le syndicat apprenait que la réunion était interdite par Chirac. Aussitôt la section se mobilisait pour informer le personnel par des panneaux. La réunion s'est tout de même tenue dehors sur le trottoir. Nous dénonçons vigoureusement la réaction fascisante de Chirac qui a essayé de censurer l'information sur l'Argentine et cette nouvelle attaque contre les organisations syndicales de la ville de Paris.»

L'ambition de Mitterrand

Mitterrand était dimanche à Bordeaux, pour la deuxième conférence nationale des conseillers généraux socialistes. Il s'en est pris à tout, aux moyens d'informations du pouvoir, à la fausse décentralisation du pouvoir, à la politique économique du pouvoir. A part ça, Mitterrand s'est montré très optimiste : «*Si les élus du PS ne se substituent pas aux électeurs comme d'autres se substituent à la classe ouvrière, le PS obtiendra en 79 les mêmes résultats qu'en 76*».

Quelle ambition !

La tendance de la tendance

Deux nouvelles étoiles dans le ciel radical. Le Mouvement des Radicaux de Gauche est très petit. Il s'est quasiment coupé en deux après la victoire de Crépeau au dernier Congrès. La moitié battue n'est pas parvenue à s'entendre ; elle s'est elle-même divisée en deux. Sachez donc pour information qu'il existe maintenant un «groupe de vigilance et de réflexion» animé par le candidat malheureux à la présidence du MRG, Maroselli, et qu'il existe d'autre part une «fédération de la démocratie radicale» animée par l'ex-trésorier du MRG, Manuel Diaz. Des risques de scission ne sont pas exclus au sein de ces deux nouveaux groupes.

Dauphine : contre la sélection

Lundi matin, un groupe d'étudiants de l'université de Dauphine a occupé quelques temps les bureaux de Gilly, président de la fac Paris IX Dauphine, pour protester contre la brièveté de la période d'inscription à Dauphine (15 mai - 2 juin) contre le numérus clausus imposé sur des critères d'âge et de lieu d'habitation. Ces critères amènent à limiter à 600 le nombre d'inscriptions en première année de premier cycle. Une AG des étudiants était prévue pour ce mardi.

Pétainistes encore actifs

Les pétainistes se manifestent à nouveau. Trois «personnalités» dont il est inutile de dire qu'elles sont de droite, viennent de demander que le procès de Pétain soit révisé. Ces trois personnages sont l'écrivain adepte de monseigneur Lefebvre Michel de Saint-Pierre, le plumitif attiré d'*Historia*, Remy et l'ancien ministre, conseiller de Giscard à ses heures, Pinay. Selon celui-ci, la réhabilitation de Pétain «contribuerait certainement à l'union des Français à laquelle travaille le président de la république». L'union comme le régime de Vichy l'entendait, sans doute.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ UOP DE VAULX-BRON

À l'initiative du comité de l'UOP de Vaulx-Bron, une campagne d'explication est menée sur la marée noire et les pollutions locales. Le Front Autogestionnaire, le groupe écologiste de l'Est lyonnais, le groupe écologiste de l'École des Travaux Publics y participent. Des syndicalistes CFDT se sont associés à ce travail. Plusieurs interventions ont été faites sur les marchés ; diffusion de tracts, panneaux sur la marée noire. Sur cette lancée, et sur proposition du comité 43 de l'École des Travaux Publics (Comité anti-répression), la campagne du COBA a été menée par ces organisations. D'autres associations s'y sont jointes : l'UIB-CFDT, le SGEN-CFDT de Vaulx-en-Velin, l'École Émancipée de Vaulx-en-Velin. Ce collectif appelle à une :

Réunion publique
Mercredi 7 juin
à 20 h 30
Salle Victor Jara
Vaulx-en-Velin (ZUP)

— Témoignages de réfugiés argentins et chiliens.
— Débats, table de presse sur l'Amérique latine.
— Groupe musical sud-américain Los Chinchas.

Congrès du SGEN-CDFT Paris

Progrès du syndicalisme lutte de classe

Mercredi dernier se tenait le congrès annuel du SGEN-CDFT à Paris : congrès d'autant plus important que pour la première fois, se présentait face à l'équipe «sortante» (équipe élargie par rapport aux 3 élus des années précédentes, mais sur la même orientation) une équipe alternative, sur une base de lutte de classe.

Cette alternative était le résultat de l'opposition qui avait commencé à se dessiner dès le congrès de l'an dernier où l'équipe actuelle n'était élue qu'avec 51 % de voix.

La présence d'une équipe contradictoire a suscité un grand intérêt : participation «record» au congrès, débat où les prises de positions se sont faites à partir de son rapport et non pas sur celui, confus et unanime de l'équipe assurant la «continuité». L'UD, l'URP, le SGEN national s'étaient d'ailleurs «mobilisés» ces dernières semaines, inquiets des possibilités réelles pour la nouvelle équipe de passer.

D'autant plus inquiets qu'il s'agissait clairement d'une alternative de classe : opposition avec l'orientation actuelle de la confédération, volonté de favoriser le développement d'une pratique syndicale de lutte de classe en s'appuyant sur les intérêts des catégories les plus défavorisées de l'Education nationale (qui jusqu'à présent n'ont guère été entendues dans la SGEN), en impulsant une ligne offensive de lutte contre la politique gouvernementale, en permettant une véritable solidarité avec les luttes de la classe ouvrière, en menant une critique radicale de l'école capitaliste...

Le congrès fut marqué d'emblée par cette orientation alternative. Le premier débat, sur le rapport d'activité, provoquait de nombreuses interventions des sections d'établissement : pour critiquer les carences de l'équipe sor-

tante, son incapacité à tracer une orientation mobilisatrice pour l'académie, à rendre en compte les revendications des catégories les plus défavorisées, à permettre un contrôle des sections sur l'intervention de l'équipe dans les instances du SGEN national et de la confédération. Peu de sections défendirent le rapport d'activité qui fut rejeté par 480 pour, 537 contre et 468 abstentions.

Le débat central à ce congrès, proposé par l'équipe alternative : quelle orientation pour l'académie fut assez limité, abordé en fin de congrès. L'équipe «sortante» resta floue sur ses propres perspectives, et centra l'essentiel de ses interventions sur une critique des propositions de l'autre :

— L'accusant de vouloir pratiquer l'opposition systématique dans la confédération et de marginaliser ainsi le SGEN, alors qu'il s'agissait avant tout de se définir clairement par rapport à l'orientation confédérale qui suscite de nombreuses inquiétudes et refus dans les sections.

— L'accusant, dans la question des alliances, de refuser l'alliance privilégiée avec la CGT, alors que la question principale c'est : alliance d'état-major ou bien alliance à la base pour l'action.

— L'accusant de vouloir imposer une ligne politique alors que le véritable débat tournait sur le rôle d'une instance élue : laisser les sections isolées et attendre que «ça bouge», ou bien impulser une orientation offensive en s'appuyant sur les aspirations à la lutte des sections.

Le vote qui trancha entre les deux équipes se joua à 82 voix d'avance pour l'équipe «sortante» (760 pour celle-ci, 678 pour la seconde, 178 abstentions, 15 refus de vote). Avancée nette pour le courant de lutte de classe, en progression depuis un an.

Contre la fermeture de la SPLI (Rennes)

LES 500 OUVRIERES OCCUPENT

Après les Papeteries de Bretagne (Rennes), Flaminair (Redon), c'est maintenant le textile qui ferme et licencie. La nouvelle est tombée vendredi matin : la SPLI ferme !

Il faut dire que les ouvrières de la SPLI ont une solide réputation de lutte et les bruits de dépôt de bilan étaient déjà dans l'air depuis quelques mois. «Si vous ne faites pas les cadences, l'usine va fermer» disait récemment un chef à saît récemment un chef à une ouvrière de Château Giron : le résultat est là : près de 1 400 travailleurs sont jetés à la rue : à

Rennes 454, à Fougères 370, à Château Giron, 200 à Saint Brice en Cogles, 334 à Ploërmel, 56. A Rennes, la réaction des ouvrières n'a pas traîné. Dès le vendredi après midi, l'assemblée générale rassemblant les syndiqués de la section CGT et les non syndiqués décidait l'occupation de l'usine. Dans un tract, la section syndicale CGT dit : «Des coups durs on vient d'en vivre ces jours-ci, mais lâcher prise, se disperser, c'est tendre la joue pour en recevoir d'autres. Baisser les bras, c'est être sûr de s'enfoncer encore plus. L'existence des ouvrières n'a jamais été rien d'autre qu'une

suite de luttes contre les coups durs de toute sorte. Aujourd'hui, il faut poursuivre. Et poursuivre, cela signifie pour nous :

— s'organiser pour occuper l'usine.
— faire savoir sur toute la région ce qui nous arrive
— appeler au soutien».

La popularisation a commencé à se faire le soir même et le lendemain matin sur les marchés et devant les grands magasins de la ville. Le dimanche après midi le piquet d'occupation discutait avec les travailleurs venus apporter leur soutien. L'affaire fait grand bruit à Rennes car la SPLI est ins-

tallée depuis plus de 15 ans et a compté jusqu'à 1 000 ouvrières.

Nombreuses sont celles qui ont travaillé à la SPLI avant de se retrouver à Citroën, dans les grands magasins ou au chômage.

L'affaire est suffisamment grave pour que le maire PS de Rennes, Hervé éprouve le besoin de convoquer une réunion de tous les maires des communes touchées (les 1 400 licenciements ont lieu dans les usines se trouvant exclusivement dans le département d'Ille et Vilaine !). Soutenons la lutte des ouvrières de SPLI !

Correspondant

Bordeaux

LES BUS AU GARAGE

Tous les bus sont arrêtés depuis une semaine à Bordeaux. Les grévistes réclament que finisse la pratique d'intensification des sanctions ; selon les cas il peut s'agir d'un avertissement, d'un blâme, d'un déclassement de ligne, ou d'une mise à pied. Les motifs invoqués sont les plus divers : parler en conduisant, démarrer trente secondes à l'avance, se tromper dans les relevés d'horaires, etc... Cette revendication, qui est le signe des très mauvais rap-

ports existants entre la direction et les machinistes bordelais, est accompagnée par celle de la cinquième semaine de congés, que refuse d'accorder la direction. Enfin, le point sensible qui exaspère les travailleurs, porte sur les conditions de travail ; les chauffeurs réclament à leur patron, le CGFTE que les coupures des services continus soient payées puisque l'agent est obligé de se tenir à la disposition de son patron : l'amplitude de la journée de travail peut

atteindre 15 heures 30 avec une coupure en milieu de journée. La grève a pris une tournure, dure avec piquets de grève et blocage total de la sortie des bus, certains d'entre eux qui étaient stationnés en tête de ligne ont eu les pneus dégonflés. La direction prétend même qu'ils auraient été taillés et que des feux de position auraient été détruits.

«L'arbitre» du conflit est la CUB (Communauté Urbaine de Bordeaux) qui est dirigée par le PS. Pour

mémoire il faut rappeler que la mairie de Bordeaux est aux mains de Chaban Delmas. Le fait est que celui-ci ne doit pas être mécontent de voir Michel Sainte-Marie président PS de la CUB se débattre avec ce problème. Face aux chauffeurs qui sont fermement décidés à faire aboutir l'ensemble de leurs revendications, la direction et la CUB doivent donner satisfaction aux grévistes !

SICMEL (Montreuil)

Pour la dignité et le paiement des salaires

GREVE AVEC OCCUPATION

Depuis une semaine, les 14 salariés de l'entreprise SICMEL qui fabriquent des spots à Montreuil (région parisienne) sont en grève

avec occupation. «Nous ne voulions plus être traités comme des chiens par le patron», déclarent les grévistes. C'est bien contre

les vexations et les brimades de ce garde-chiourme ivre la moitié du temps, grossier toujours, multipliant les tracasseries contre les ouvrières et les ouvriers, qu'ils ont engagé la lutte. La colère a débordé quand le patron a renvoyé purement et simplement une travailleuse yougoslave en arrêt maladie venue faire remplir ses papiers de sécurité sociale. Si la lutte pour leur dignité a démarré spontanément, les travailleurs n'en dénoncent pas moins la situation qui leur est faite : 1 700 ou 1 800 F par mois pour vivre et pour certaines ouvrières, seules avec un enfant, sans prime d'ancienneté même au bout de 18 ans de maison, dans un bâtiment sans sécurité, une cuve à mazout sous l'atelier et pour parer au danger, un ou deux extincteurs à eau, sans aération. Un travailleur sénégalais peintre au pistolet a

été rendu malade par les inhalations. Dans l'immédiat, les ouvriers de SICMEL réclament le règlement du mois de mai que la gérante leur doit toujours. Elle invoque que les banques auraient coupé les crédits. De toute façon, l'inspection du travail indique qu'il faudra attendre au moins le 15 juin pour toucher quelque chose. Devant cet état de fait, la combativité des ouvrières de SICMEL déjà grande est montée d'un cran. La question se pose maintenant d'occuper la nuit avec le soutien des travailleurs de chez Dufour et de l'Union locale CFDT. Des initiatives d'action encore plus dures sont discutées. En attendant les collectes démarrent...

Corr. Montreuil

Pour tout soutien financier : Compte N° 11 25 00 13 Madame Ginette Namalle 2 rue des Boulangers, 75 005 Paris.

Mai 68 - Mai 68 vu par les Paysans Travailleurs

(...) Pourquoi donc malgré ce grand espoir né en 68 chez de nombreux travailleurs et intellectuels, la lutte ne peut aboutir ? L'unification entre les couches de travailleurs de la société n'était pas assez avancée. Le pouvoir bourgeois sut en profiter pour mettre dos à dos les ouvriers et les intellectuels et souvent aussi les paysans. Quels sont les changements depuis ? La remise en cause de l'unité syndicale aussi bien chez les ouvriers que chez les paysans permet de plus en plus une prise en charge des luttes sur des bases de

En Loire Atlantique, les paysans ont en 68, manifesté aux côtés des ouvriers et des étudiants. Le collectif national Paysans-Travailleurs a donné la parole à l'équipe paysans-travailleurs de ce département pour tirer le bilan 10 ans après.

classes.

Souvent les luttes démarrent par la base et ce n'est pas forcément le syndicat qui assure la direction, mais les travailleurs eux-mêmes ; organisés en comité de grève ou en comité de défense.

Les grandes revendications avancées sont surtout :

— le droit au travail.
— une plus juste rémunération et de meilleures

conditions.

Sur ces bases des comités de soutien se mettent en place comprenant : des ouvriers, des paysans, des intellectuels.

Si parfois des paysans sont partie prenante des luttes ouvrières, de leur côté des groupes d'ouvriers apportent leur soutien lors de manifestations paysannes.

C'est tout un processus d'unification des travail-

leurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels qui est en marche.

Nous nous devons d'y prendre une part active en tant que paysan car l'exploitation des travailleurs par la classe dominante ne disparaîtra que lorsqu'ensemble nous saurons régulierement nous retrouver sur des bases claires et nous apporter le soutien nécessaire à l'aboutissement victorieux de nos luttes réciproques.

Équipe PT de Loire Atlantique

PLACE AUX LUTTES !

Reinier, AIGLES, Dehé, Paluel, La Lainière de Cambrai... Depuis un mois, les luttes ouvrières éclatent un peu partout dans les usines de France. Pas un jour qui n'amène son lot d'usines occupées, de grèves illimitées, d'actions de toutes sortes. Saluons tout particulièrement les travailleurs de la Régie Renault qui sont passés à l'offensive dans toutes les usines du groupe : occupation totale à Cléon ; occupation déterminée de l'atelier des presses à Flins ; débrayages en séries à Douai, Sandouville, Le Mans...

Le gouvernement réactionnaire de Barre espérait profiter à fond de la situation créée par la débâcle de la gauche aux élections. Toute une série de licenciements ont été immédiatement décidés dès après le 20 mars. Boussac et Terrin n'en sont que les exemples les plus connus. Dans le même temps, Barre proclamait un nouveau train de hausses des prix amputant gravement le pouvoir d'achat des familles ouvrières. Les travailleurs — pensait notre distingué économiste — sont sous le coup de l'échec électoral et c'est le moment d'en profiter. Afin de parfaire le dispositif de muselage de la classe ouvrière, le premier ministre lançait un appel à «l'ouverture sociale» dont s'emparaient fébrilement les Maire, Séguy et autres Bergeron. Arguant d'un soi-disant abatement des travailleurs après le 20 mars, les confédéraux se précipitaient, comme un seul homme dans les salons de l'Élysée, de Maignon et d'autres, en quête des quelques miettes que voudraient bien leur accorder les patrons.

Or, ce n'est pas dans ce petit jeu que les

travailleurs se reconnaissent. En déclenchant partout des luttes, ils signifient de la façon la plus nette qu'ils n'attendent rien de ces parlottes dérisoires dont ils n'ont que faire.

A Cléon, à Malville, chez LMT, ils nous l'ont dit : «C'est sur le terrain que ça se passe. Nous n'aurons que ce que nous prendrons. Par la lutte !». C'est un camouflet cinglant pour les inconditionnels du tapis vert.

Le «troisième tour social» est-il d'ores et déjà engagé ? Il est encore un peu tôt pour le dire. Cependant, il est des signes qui indiquent la profondeur du ras l'bol des travailleurs. Alors qu'on aurait pu s'attendre à une période de réflexion sensiblement plus longue, le temps de tirer le bilan de la comédie électorale et de dégager des perspectives de lutte, voilà que le mouvement s'enclenche. Dans toute une série de petites boîtes d'abord. Puis la colère ouvrière touche les grands bastions. Renault la citadelle, commence à trembler sous les premiers coups de boutoirs des gros bataillons ouvriers. Dans les Vosges, c'est une sorte de veillée d'armes qui se déroule pour ces milliers de travailleurs que les rois du textile veulent condamner au chômage et à l'exode.

Pendant des mois, des années, les directions syndicales prenant leur place dans le matraquage électoral quotidien, sont parvenues à contenir la colère ouvrière, à faire attendre 78. Aujourd'hui, la comédie est terminée. Place à la lutte.

Si la combativité ouvrière ne fait pas défaut dans ces mouvements qui se développent au cœur des

usines, il n'en reste pas moins que les travailleurs doivent faire face à des difficultés certaines. Le manque de perspectives quotidiennes, l'isolement dans lesquels les appareils syndicaux affolés veulent maintenir ces luttes n'en sont pas les moindres. Assurément, ce renouveau des luttes ouvrières, par le niveau de sa combativité, par les revendications qui sont mises en avant, par la solidarité active de la classe ouvrière autour de ceux qui luttent, n'est pas sans inquiéter les confédéraux. Il n'est que de voir un Maire, gagné par l'angoisse, lancer de pathétiques appels au patronat pour «qu'il lâche quelque chose» afin «d'éviter le pire».

Dans cette situation réjouissante, les communistes, et avec eux tous les révolutionnaires, les militants syndicalistes combatifs ont un rôle important à jouer. Ils mettront tout en œuvre pour développer le soutien à ces luttes, pour organiser leur popularisation en alliance avec les ouvriers grévistes eux-mêmes. Ils auront à cœur de faire connaître largement, partout les actions, débrayages, mouvements de toutes sortes qui se multiplient. Face aux tentatives de sabotage et d'isolement des appareils, ils prendront toutes les initiatives possibles pour participer à la construction d'un authentique rapport de forces sur le terrain.

C'est en agissant résolument dans cette voie qu'ils contribueront à l'essor des luttes de la période.

Gérard PRIVAT

BOUSSAC : 8 JOURS APRES LA LIQUIDATION

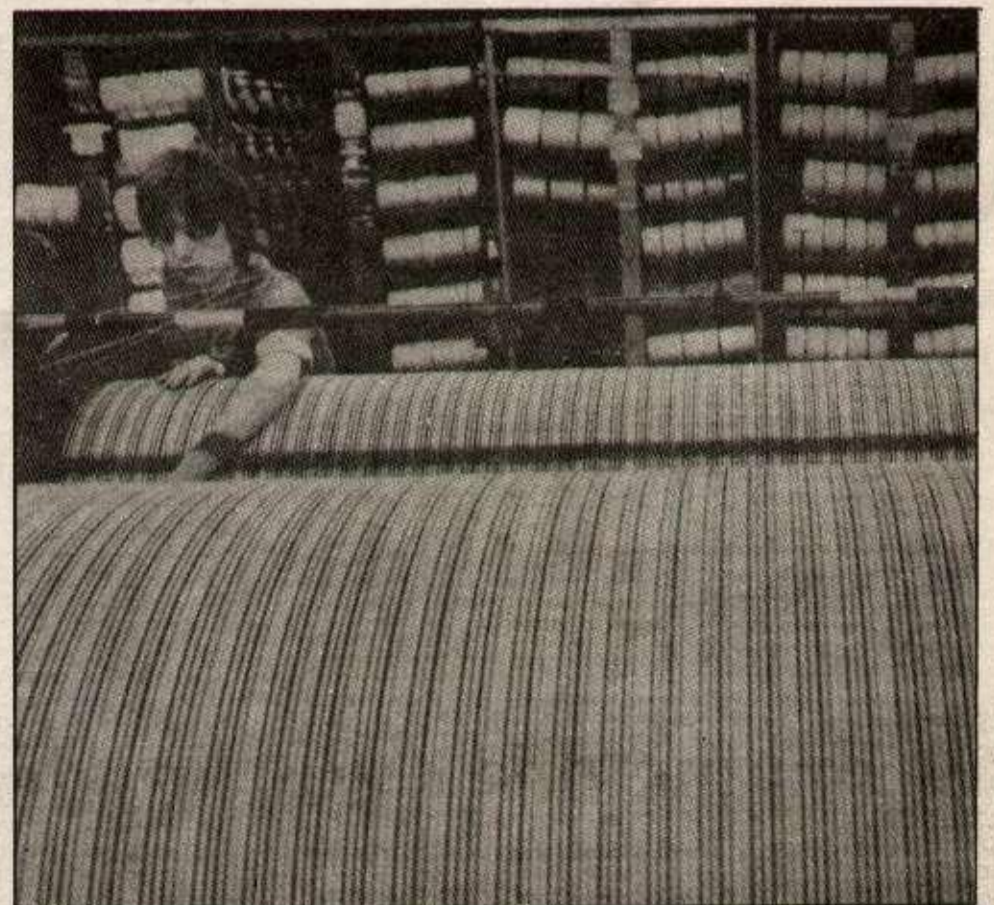
- Jour de paye mardi : les ouvriers prêts à l'imposer
- La vigilance contre le déménagement de machines se poursuit

Dans les Vosges, chez Boussac, la bataille continue. La mise en liquidation judiciaire du groupe, remplaçant la suspension provisoire des poursuites, prévue pour trois mois au départ, a été annoncée il y a maintenant 8 jours. Lundi soir encore le nombre de licenciements par unité de production, aussi bien en ce qui concerne la vallée de la Moselle que celle du Rabodeau,

n'était toujours pas connu mais les travailleurs savent bien que plus le temps passe, plus les risques de déménagement du matériel et des marchandises sont grands et peuvent avoir lieu avant toute annonce officielle des licenciements. Et ce d'autant plus en ce qui concerne deux ou trois usines qui ont des stocks importants : Moyennoutier dans la vallée du Rabodeau et

les usines des Grands Sables et de Saint Laurent, près d'Épinal : dans ces deux dernières usines, notamment, les travailleurs et travailleuses continuent d'assurer une surveillance soutenue jour et nuit, au sein des piquets de vigilance.

Mardi devait être une journée importante : c'est en effet le 5 de chaque mois que les ouvriers de depuis des années, reçoivent leur salaire. Seront-ils payés ? Le syndicat CFDT, pour sa part, devait mardi matin, réunir ses délégués de toutes les usines vosgiennes, pour faire le point de la situation et mettre au point de nouvelles actions et notamment dans un premier temps, pour riposter contre un non paiement éventuel des salaires. Le même syndicat, envisage de rencontrer le syndicat CGT afin d'envisager les actions communes à prendre à court terme.



St Laurent dans la vallée de la Moselle : les travailleurs jour et nuit exercent une vigilance extrême contre toute menace de déménagement.

Un atelier de tissage de l'usine de Nomexy (près d'Épinal) : de monstrueux licenciements

RADIO LIBRES : UN PEU DE MATÉRIEL... ET DES IDÉES

● Il n'est pas nécessaire d'être technicien pour faire des émissions radio, contrairement à ce que pourraient faire croire certains technocrates épris de pouvoir et qui par cette logique voient un moyen de limiter l'expression des autres. A noter que cet argument est principalement utilisé par ceux qui ont des projets de radios commerciales. Cependant, sans surestimer le rôle de la technique, il paraît utile d'approfondir ses connaissances en ce domaine et de les mettre au service de ceux qui s'intéressent aux radios libres pour qu'elles puissent jouer leur rôle dans les meilleures conditions possibles. Nous ne donnons ici que quelques données restées volontairement simples, à chacun de les pousser plus à fond selon ses propres désirs, d'autant qu'il y a souvent quelqu'un de sa connaissance qui peut participer à l'amélioration des dites connaissances, et éventuellement à la fabrication du matériel d'émission...

— L'émetteur : il peut être à fréquence fixe, on dit alors «pilote par quartz», La fréquence d'émission est déterminée par un cristal de quartz. Pour change de fréquence, il faut alors changer de quartz.

Il peut être à fréquence variable ou VFO (Varying Frequency Oscillator). Le VFO est un dispositif analogue au condensateur variable qui sert dans un récepteur à se régler sur telle ou telle station. À l'é-

mission, il sert à faire varier la fréquence dans une certaine plage.

Pour ne pas perturber les autres services qui se servent d'émetteurs (avions, télévision ambulances)... il convient que la fréquence de l'émetteur soit stable et n'émette pas sur d'autres fréquences que celle désirée, notamment sur des fréquences harmoniques (multiples). Contrairement à ce que prétend une certaine presse, il est peu onéreux et relativement facile de construire des émetteurs stables qui ne dérangent donc pas les services appelés à émettre. Les récits apocalyptiques de stations «pirates» brouillant des tours de contrôle ou dérégulant des feux tricolores ne sont que des affabulations de la presse offi-

cielle en mal de sensationnel spéculant sur l'ignorance des gens.

A condition d'avoir un minimum de connaissances en électronique (attention le réglage est le plus délicat) on peut se construire un émetteur à peu de frais (300 francs) mais à condition d'être outillé. Par l'intermédiaire de filières, on peut se procurer des émetteurs de bonne qualité, ces filières sont connues de la plupart des collectifs existant... Ainsi on peut trouver des émetteurs VFO de 10 watts à 400 F environ, et de 50 watts à 650 F environ.

— L'antenne : différents types sont utilisables, mais dans tous les cas, elles doivent être réglées au risque de griller l'émetteur. Pour les accorder (sur la fréquence d'émission), il est indispensable d'utiliser un appareil de mesure appelé TOS-mètre (entre 150 et 250 F). Comme son prix est relativement élevé pour un appareil dont on ne se sert pratiquement qu'une fois, il peut être commun à plusieurs collectifs radios.

Il semble que le type d'antenne le plus intéressant soit les antennes Halo, de construction simple et d'un prix modéré (*50 F). Celles-ci sont souvent décrites dans les ouvrages à destination des radio-amateurs, ceux-ci l'utilisant fréquemment pour émettre depuis un véhicule.

— Câble coaxial : Il relie l'émetteur à l'antenne, mais pour éviter toute perte d'énergie, il convient qu'il soit le plus court possible.

Voilà pour le matériel d'émission proprement dit, mais pour faire des émissions, il faut au minimum disposer d'un micro. On peut utiliser d'autre matériel, qui vu son usage développé n'en nécessite pas l'achat ; tourne-disque, lecteur enregistreur de cassettes (avec deux, on peut faire des montages), transistor pour contrôler la qualité d'émission.

— La table de mixage : indispensable lorsqu'il y a plusieurs sources de signaux (là aussi on peut se la construire), dans ce cas, il est utile d'avoir un casque d'écoute pour juger des réglages.

Les ondes

Les sons sont des ondes, et se propagent comme des ronds à la surface de l'eau qu'aurait provoqués la chute d'un caillou. En dehors des sons, audibles, il existe des ondes qui ne sont pas directement perceptibles. Cela tient à leur fréquence et aux limites de nos facultés biologiques. La fréquence, c'est le nombre de périodes par seconde les sons audibles se situant dans les fréquences de 16 à 20 000 périodes à la seconde. À l'aide des appareils appropriés, on peut changer la longueur d'onde (ou fréquence). Le micro transforme en courant électrique de basse fréquence les vibrations sonores qui ébranlent sa membrane.

qu'en modulation de fréquence, elle fait varier sa fréquence.

Une fois que l'émetteur a produit l'onde porteuse et procède à la modulation de celle-ci, le signal radio obtenu est propagé dans l'espace par l'antenne d'émission. Au point de réception, le signal est recueilli par l'antenne de réception qui transmet au récepteur, lequel effectue le processus inverse de l'émission, en envoyant un courant électrique de basse fréquence dans le haut parleur, lequel le transforme en signal audible.

POURQUOI LA MODULATION DE FREQUENCE ?

L'émetteur transforme ce courant en signal haute fréquence, appelé «porteuse», sa fréquence est définie, et s'exprime en hertz ou multiple de hertz ; KHz, MHz. Cette «porteuse» est modulée par le signal de basse fréquence provenant par exemple du micro. Elle peut être modulée en amplitude (cas des ondes longues, moyennes et courtes) ou en fréquence.

Le procédé d'émission en modulation de fréquence (FM) est relativement peu onéreux, et ne nécessite pas d'émetteur de grosse puissance, contrairement à la modulation d'amplitude. D'autre part, la bande utilisée pour la FM n'est presque pas employée, seule quatre radios du monopôle s'y trouvent, il reste de la place pour y loger une bonne centaine de radios, dans une région donnée, en fonction de la puissance des émetteurs.

En modulation d'amplitude, le signal basse fréquence fait varier l'ampli-

La modulation

La bande de modulation de fréquence utilisée par les radios libres s'étend de 87,5 à 104 MHz (3,42 à 2,88 mètres) et peut recevoir dans une même région plus d'une centaine de stations différentes sans qu'il en résulte une gêne mutuelle. La propagation des fréquences autour de 100 MHz s'effectue pratiquement en ligne droite, d'où l'intérêt de placer l'antenne sur un point le plus haut et le plus dégagé possible.

En théorie, la distance couverte en kilomètres est égale à 4,1 racine de h carrée, h étant la hauteur en mètres de l'antenne.

Il est difficile de savoir quelle puissance est nécessaire pour couvrir telle ou telle zone, de nombreux éléments entrant en ligne de compte (topographie du terrain, conditions atmosphériques,...) mais avec une puissance, de 10 watts on peut espérer couvrir au minimum un cercle de cinq kilomètres de rayon.

Pour la réception

Pour la réception : les radios libres émettent en modulation de fréquence (touche FM ou UKW). Chercher la station autour de la fréquence annoncée. Une fois la station reçue, orienter l'antenne télescopique pour avoir une meilleure réception. En cas de brouillage (si vous entendez un sifflement régulier, c'est un brouillage, et il y a

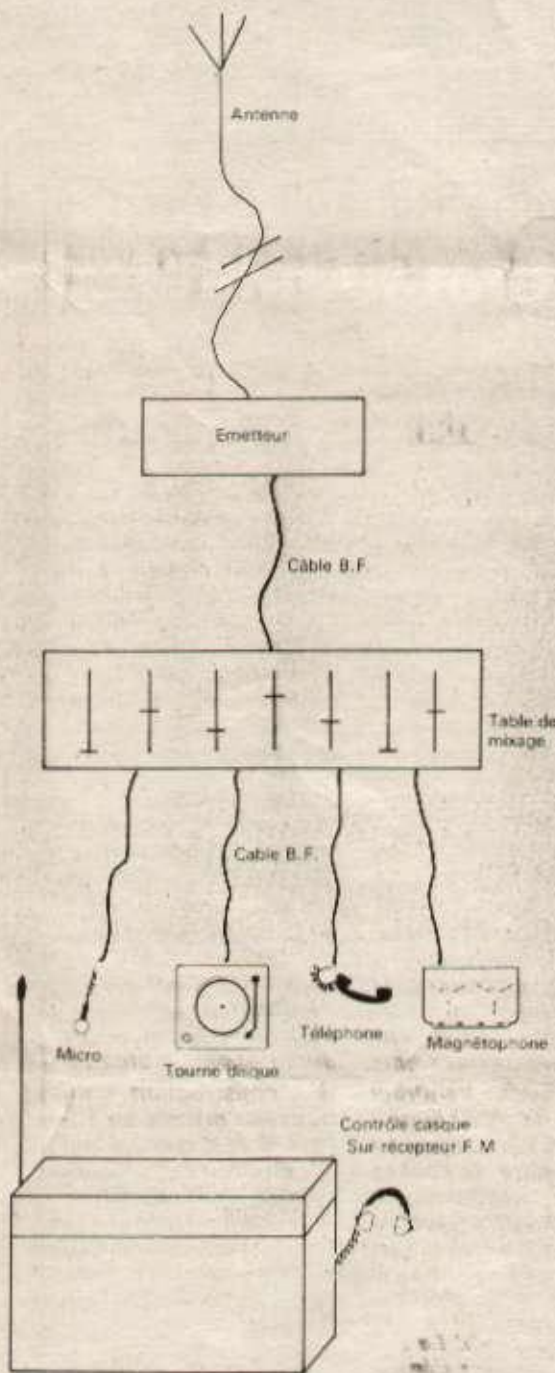
une radio-libre en dessous !), mettre hors service le CAF (ou AFC), contrôleur automatique de fréquence, si le récepteur en est pourvu, et tourner très lentement la molette de recherche des stations, réorienter l'antenne, et agir sur les graves et les aigus, également si le récepteur possède un tel réglage. Le résultat n'est pas garanti...

Pour en savoir plus...

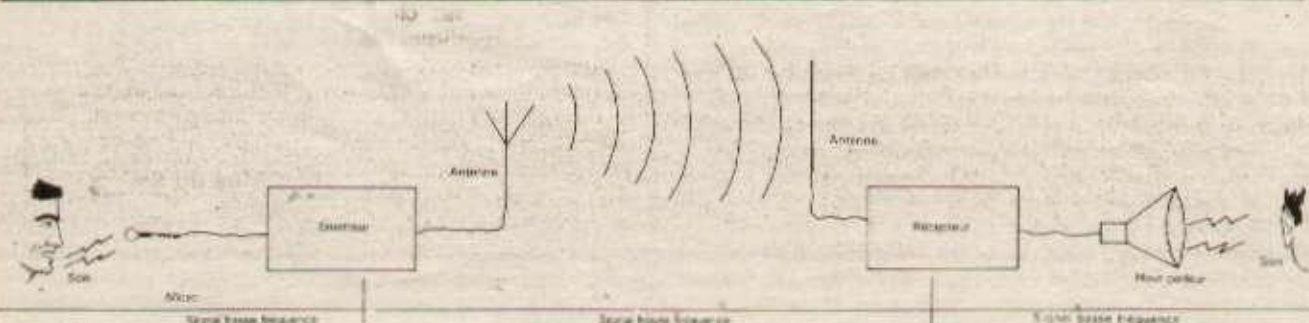
Sur la construction d'une radio :
«V.H.F. émission réception à transistors». R. Plat, chez E.T.S.F. «La pratique des antennes», de Guilgert aux Editions Radio.
«La prise de son» de P. Folie Dupart chez Hachette. Et les revues spécialisées...

Sur les ondes et leur diffusion :
«Radiodiffusion et télévision». de J.J. Matras. Que sais-je N° 760.
«La radio et la TV ? Mais c'est très simple». De Aisberg aux Editions Radio.
«Dictionnaire de l'électronique». Chez Larousse. Et les revues spécialisées...

ÉMISSION EN DIRECT



ÉMISSION EN DIFFÉRÉ



Conférence occidentale sur l'Afrique

LA POLITIQUE AMÉRICAINE SE CHERCHE

La conférence des pays occidentaux (USA, Belgique, Grande-Bretagne et RFA) sur l'Afrique s'est ouverte lundi. Elle semble avoir commencé, comme elle avait été préparée, dans la plus grande ambiguïté. Le projet de Giscard qui sera défendu par ses représentants (Journiac, un vieux routier de la politique coloniale et néo-coloniale) vise à faire entrer par les USA le projet d'une force d'intervention «africaine» coiffée par la France. Giscard espérait ainsi donner à la France un rôle de leader en Europe en tant que pivot de la politique occidentale en Afrique.

Au contraire, les Etats-Unis veulent s'en tenir à l'ordre du jour qu'ils avaient prévu : l'intervention économique des pays occidentaux, particulièrement au Zaïre. C'est ainsi que la semaine dernière, Vance avait démenti Guiringaud sur la question

du programme de leur conférence.

Mais si, de la part de Carter, la deuxième guerre du Shaba a marqué une inquiétude accrue et une volonté plus grande d'intervenir, les contradictions de la politique américaine demeurent importantes. Elles sont maintenant flagrantes au sein de l'administration de Carter. Alors que Brzezinski, dans ses déclarations, dénonce la politique de l'URSS en Afrique et pousse à une participation directe à des initiatives militaires, Young, ambassadeur US à l'ONU continue à prêcher la modération. Il a en effet déclaré dans une interview que l'avancée de l'URSS en Afrique «n'était pas significative». Constatant que les Soviétiques avaient dû quitter la Somalie et le Soudan, et estimant que leur position en Angola n'était «pas stable», il a ajouté : «Je crains que nous n'ayons agi émotionnellement. Il serait temps

de s'arrêter et de réfléchir posément».

Il est probable que les USA ne prendront pas de position tranchée à la conférence de Paris et que Carter devra prendre le temps d'essayer d'harmoniser les voix discordantes de Vance, Brzezinski et Young. Dans ce but, il fait actuellement rédiger à ses spécialistes de l'Afrique, le «rapport présidentiel n° 36», qui devrait lui permettre de faire le point...

UN SOUTIEN COMPROMETTANT

Les projets d'interventionnisme occidental en Afrique ont reçu un bon accueil chez les racistes d'Afrique du Sud. Toutefois, ceux-ci réclament d'être pleinement associés. Déjà, le régime de Prétoria s'était prévalu de l'intervention française au Zaïre pour justifier sa politique

de répression contre le peuple de Namibie et ses raids sanglants contre les camps de réfugiés en Angola. Cette fois la radio sud-africaine a commenté ainsi la conférence de Paris sur l'Afrique : «Il y a un absent à la conférence de Paris sur la sécurité en Afrique, le pays le plus puissant, le plus stable et le plus pro-occidental du continent africain, l'Afrique du Sud». Mettant en avant la menace soviétique en Afrique pour justifier les régimes racistes, le commentateur de la radio raciste a conclu : «Il doit y avoir une défense commune contre l'ennemi commun, et ceci demande avant tout l'élimination des préjugés contre Prétoria, l'indispensable allié». Prétoria voudrait profiter de l'occasion pour que soit levée toute réticence à son sujet de la part des pays occidentaux qui ont été obligés de tenir compte de la condamnation de l'apartheid par le Tiers Monde.

Élections en RFA : recul des libéraux

SUCCES ÉCOLOGISTE

Les élections qui viennent de se dérouler en RFA pour les parlements régionaux de Basse Saxe et de Hambourg, et qui concernaient plus d'un sixième de l'électorat ouest-allemand, ont vu une grande défaite des libéraux, qui sont partie prenante de la coalition gouvernementale de Schmidt, ceux-ci perdant désormais toute représentation dans les deux parlements régionaux.

Les représentants chrétiens et libéraux du Parlement de Basse Saxe, au Bundesrat, le Parlement national qui regroupe les leaders, auraient jusqu'ici soutenu certains projets gouvernementaux. Avec l'éviction des libéraux, l'opposition à Schmidt au Parlement de Basse Saxe sera plus nette. Déjà, le Bundesrat, où les chrétiens de la CDU sont majoritaires par rapport au SPD, le parti de Schmidt, avait jugé les lois «anti-terroristes» du chancelier, trop

«nobles» et imposé des amendements dans un sens encore plus répressif.

Autre donnée significative de cette consultation électorale : la forte poussée des écologistes. Ceux-ci obtiennent près de 4 % des voix (score cependant insuffisant pour obtenir un siège) en Basse Saxe, où la lutte contre le projet de stockage des déchets radio-actifs à Gorleben et la centrale nucléaire de Gronhde, a rencontré un grand écho parmi la population. Ce succès écologiste n'est cependant pas purement local, puisque le score obtenu à Hambourg est de 3,5 %. Ce résultat, alors que dans le même temps se développe une contestation sans précédent, dans le cadre des élections syndicales ouvrières, vis-à-vis de l'appareil DGB inféodé au pouvoir, est la marque d'une contestation populaire au sein de la société ouest-allemande, malgré l'intensité de la répression.

LA GREVE DE LA FAIM DES CHILIENS A PARIS

«Nous exigeons la vérité sur les disparus»

En Argentine, le sort de 15 000 disparus n'empêche pas Videla d'inaugurer la coupe du Monde de football en souhaitant la bienvenue «sur cette terre de paix, de justice et de liberté». Tandis que les femmes et les parents des disparus manifestent tous les jours devant le palais présidentiel, luttant ainsi pour exiger la vérité sur les «disparitions». Au mois de décembre dernier une douzaine d'entre elles ont été enlevées dont une religieuse française dont on est sans nouvelles depuis. Jeudi dernier, à l'heure où le mondial commençait, rappelons-le, elles manifestaient devant les équipes de télévision étrangères obligeant ainsi la police à plus de «souplesse». Ne pouvant intervenir brutalement, la

police s'emparait du film d'antenne 2 pour empêcher sa retransmission à Paris.

Dans le même temps au Chili, le mouvement de grèves de la faim s'étend à plusieurs villes du pays afin d'obtenir la libération des prisonniers politiques et la vérité sur les nombreux «disparus». Travailleurs, habitants des bidonvilles, étudiants et intellectuels progressistes chiliens leur ont manifesté un soutien important. Les réfugiés politiques chiliens en France participent aussi à la grève de la faim, à Paris, à l'Eglise St Paul du Marais. Ils entamaient leur 9^e jour de grève lorsque nous sommes allés les interviewer samedi dernier.

— Combien êtes-vous actuellement à faire la grève de la faim ?

— Nous étions 16, nous sommes maintenant 15 en raison d'un camarade souffrant d'un ulcère duodénal qui a dû arrêter pour se faire soigner.

— En lisant vos communiqués on constate que le mouvement s'étend, qu'en est-il ?

— Le mouvement a pris beaucoup d'ampleur au Chili où il y a actuellement 200 grévistes qui se trouvent dans les églises, les locaux de la Croix Rouge Internationale et ceux de l'UNICEF à Santiago, mais le mouvement gagne aussi la province : à Valparaiso, Talca et à Concepcion où se développe un important mouvement de solidarité avec les grévistes. Il y a eu une manifestation des organisations syndicales et des manifestations de solidarité de différentes fédérations de travailleurs chi-

liens, une déclaration de solidarité de 100 avocats au Chili, d'intellectuels, des manifestations de masse, des pétitions signées dans les quartiers et dans les bidonvilles en faveur des familles de disparus ainsi que d'autres formes de soutien : délégations de Comités de quartiers, lettres d'étudiants de l'Université Catholique. La grève a eu une répercussion nationale sur les mass médias chiliennes, le journal *Mercurio* et la revue *Que Pasa* en ont rendu compte en disant qu'il fallait trouver une solution à ce problème des disparitions, proposant d'indemniser les familles de disparus. Il y a eu plusieurs manifestations dans les églises, et l'intervention du cardinal Silva Henriquez qui s'est présenté comme intermédiaire dans cette affaire. Matilde Urrutia, femme du poète Pablo Neruda a commencé une grève de la faim à l'ambassade des USA, ce qui montre une sorte d'«ouverture» des

Américains qui peuvent difficilement feindre d'ignorer les violations des droits de l'Homme au Chili.

A l'UNESCO l'isolement diplomatique a été total. Jusqu'à l'ambassadeur des USA qui a déclaré que l'unique solution du problème de l'homme au Chili résidait dans un changement de régime.

— Quel but vous fixez-vous avec la grève de la faim qui se déroule actuellement ?

— Cette grève veut susciter un développement de la solidarité internationale, nous voulons mener une lutte offensive contre le régime militaire chilien. Nous voulons que le boycott soit une réalité, que les prêts des banques internationales au Chili cessent jusqu'au rétablissement de la démocratie. Nous ne voulons pas d'aide humanitaire mais une solidarité concrète, que tous les chefs d'Etat expriment

leur position sur les droits de l'homme. Dans l'immédiat, nous réclamons la libération des camarades disparus, nous voulons que la vérité soit faite sur leur sort. La responsabilité de l'opinion publique internationale doit être d'exiger que le génocide s'arrête et que les responsables soient châtiés. Nous appelons toutes les organisations démocratiques et progressistes françaises à renouveler leur solidarité de façon plus offensive. Nous voulons aussi appeler le gouvernement français à intervenir pour le respect des droits de l'Homme au Chili, ce qui n'est pas une intervention dans les affaires intérieures d'un pays car les droits de l'Homme n'ont pas de frontières. La presse doit jouer un rôle important, de même les syndicats, qui se sont solidarisés avec notre lutte comme la CGT, la CFDT et la FEN.

(à suivre)
Propros recueillis par Jean JAULIN

En bref...En bref...

Le Congo reconnaît la République Sahraouie

La semaine dernière, le gouvernement du Congo a décidé de reconnaître la République Arabe Sahraouie Démocratique. Le Congo est le treizième pays à le faire. Le gouvernement congolais, qui était présent, à la conférence Franco-africaine, a dénoncé le projet de force d'intervention de Giscard. Un journal congolais estime que : «Ce pacte de défense à l'européenne n'a pour intérêt que de conserver la chasse gardée des intérêts de l'occident entretenus par des régimes africains anachroniques».

NÉGOCIATIONS SALT

La semaine dernière, Gromyko avait soumis à Carter de nouvelles propositions concernant les négociations SALT sur les armements stratégiques. Vendredi dernier, le *Washington Post*, avait annoncé qu'à la suite de l'échec de ces négociations, Carter aurait décidé de «geler» les négociations SALT, contrairement à son engagement d'aboutir à un accord cet été. Le lendemain, Carter démentait avec force cette nouvelle, disant «notre politique n'a pas changé. Elle implique la poursuite acharnée des négociations SALT».

En fait, l'administration américaine devait révéler plus tard que Carter avait rejeté une proposition de l'URSS visant à arrêter la fa-

brication de nouveaux missiles intercontinentaux jusqu'en 1985. Un accord sur cette base se serait fait sans qu'USA et URSS se soient mis d'accord sur l'évaluation respective de leurs forces et aurait abouti à bloquer la construction du nouveau missile américain le MX mesure qui a, dit-on, été désapprouvé par le Sénat américain.

ZAÏRE

Makosso, ambassadeur du Zaïre en Iran, a démissionné samedi de ses fonctions et a envoyé un message à Mobutu dans lequel il écrit que «les armes ne peuvent pas tout résoudre», ajoutant «Le problème du Shaba est politique, il appelle donc une solution politique».

Somalie, Nigéria,

Quelques aspects de la politique de pillage de l'URSS

à l'égard des pays africains

Il y a quelques années, alors que l'URSS développait sa politique dite d'«aide et de coopération», en Somalie, les chercheurs soviétiques, très intéressés à faire l'inventaire des richesses minières du pays, avaient découvert un important gisement de quartz.

Ce minéral, utilisé dans les industries de haute précision, a une valeur stratégique. L'URSS se proposa alors comme acheteur exclusif. Le gouvernement somalien quant à lui exigea que ces achats se fassent au prix mondial mais comme l'URSS exigeait un traitement de faveur, les négociations traînèrent en longueur. Pendant ce temps, l'URSS demanda à extraire des échantillons «aux fins d'analyses». Une fois que le projet eut été abandonné par les Russes, après plusieurs mois, le gouvernement somalien s'aperçut que ce sont 7 000 tonnes de quartz, qui avaient été prélevés en guise d'échantillon. Cette révélation a été faite par l'ambassadeur de Somalie en France il y a quelques semaines. Le journal nigérien *Daily Times* a accusé début mars l'Union Soviétique d'ajourner de façon continue l'exécution du plan d'assistance à la construction de l'aciérie «Ajaokuta» au Nigéria. L'article précise : «Différents types de difficultés technologiques sont toujours donnés l'un après l'autre comme prétexte douteux d'ajournement». Les Russes sont dénués d'intérêt sincère pour garantir que le projet d'aciérie fonctionne au plus vite, et de zèle pour trancher les problèmes avec promptitude», ajoute-t-il.

Les Russes nous ont dit que la houille grasse que nous avons n'est pas cokéfiable. Mais nous avons dernièrement appris que nous avons à Ajaokuta du charbon cokéfiable (...). Ce qui est le plus désespérant pour notre projet d'aciérie est que seulement 30 % du charbon de bonne qualité dont nous disposons serait utilisé, tandis que le restant - 70 % - devrait être importé. Le transport maritime occasionnera une majoration de prix et nous aurons encore à transporter le charbon du port à Ajaokuta par le nouveau chemin de fer qui est actuellement en cours de construction à cet effet (...). Nous ne voulons pas du tout faire de la sorte, nous ne devons pas accepter silencieusement ce que les experts (russes) nous disent», écrit l'article.

Un accord signé par le Nigéria et l'Union Soviétique a stipulé que celle-ci devait aider à la construction d'un complexe métallurgique devant avoir une production annuelle de 1,5 millions de t. d'acier, et prendre la responsabilité de la prospection pour chercher le fer et le charbon indispensables pour le complexe. Le gouvernement nigérien avait prévu que la construction du complexe devait être achevée au cours du second plan de développement national (1970-74). Mais à cause de l'ajournement soviétique, le projet a dû être inclus dans le troisième plan et son coût a dû être considérablement augmenté.

Une autre pratique de l'URSS consiste à se faire payer des livraisons d'armes par un remboursement sur plusieurs années en produits agricoles et en matières premières à des prix inférieurs aux cours mondiaux. C'est ainsi qu'actuellement la junte éthiopienne paye ses achats massifs d'armes en bradant des tonnes de café à l'URSS et à l'Allemagne de l'Est. Le Mali et la Guinée, qui, au moment de l'indépendance ont voulu se détacher de la dépendance de l'armée française ont dû pour équiper leurs armées en passer par les conditions de l'URSS. Le Mali a dû rembourser ses dettes par des fournitures de coton et la Guinée par la bauxite. Cependant, au mois de mars, le gouvernement malien a révisé ses accords économiques avec l'URSS, exigeant qu'elle paye désormais ses achats en devises convertibles.

Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque

Iran

OPERATION «VILLES MORTES»

Ecoles, universités, boutiques, «bazars» fermés, trafic réduit, rues largement désertées, telle était la physionomie de nombreuses villes iraniennes, lundi, dans le cadre de l'opération «villes mortes» déclenchée par les divers courants de l'opposition au régime du Shah. Le peuple iranien entendait commémorer ainsi le quinzième anniversaire des grands soulèvements de juin 63, dont la répression sanglante organisée par l'actuel régime, fit, selon les estimations de l'opposition, 1 500 morts, c'est alors que fut expulsé le principal dignitaire religieux iranien, l'Ayatollah Khomeym, qui vit actuellement en exil en Irak et qui continue de jouer un rôle important dans la mobilisation du mouvement religieux progressiste, anti-impérialiste.

Selon les mouvements d'opposition, l'appel lancé pour la paralysie du pays le 5 juin, a eu un «succès sans précédent». Le «Bazar», centre commercial traditionnel de Téhéran, situé dans les quartiers sud, les plus pauvres de la capitale, mais aussi les quartiers nord, assez résidentiels, ont été, semble-t-

il, largement paralysés. A Ghom, Tabriz, Chiraz, Mashad, Yazd, Ispahan, Arnaz, Zahédan, Iahrom, entre autres, l'opération «villes mortes» aurait entraîné la suspension de la plupart des activités.

La journée du 5 juin avait été précédée par d'importantes manifestations étudiantes, notamment à l'Université de Téhéran où, à plusieurs reprises la semaine dernière, les étudiants ont affronté violemment, pendant des heures, la police du Shah, en exigeant le retrait des gardes armés de l'Université. Au même moment à Washington, des milliers d'étudiants manifestaient devant la Maison-Blanche.

L'opposition au régime du Shah et à la domination impérialiste, américaine notamment, met aujourd'hui en mouvement la plupart des classes et couches du peuple iranien. Parmi elles, la classe ouvrière occupe une place importante. Multipliant les grèves contre le bas niveau de vie et les conditions de travail, elle est aussi une importante composante de cette opposition à la dictature.

La classe ouvrière iranienne dans la lutte

Parmi les luttes dont la censure gouvernementale n'a pu cacher l'existence, citons notamment :

- En avril 77, 10 000 ouvriers des briquetteries de la banlieue de Téhéran se mettent en grève pour l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail.

- Du 31 mai au 8 juin 77, les ouvriers de General Motors d'Iran se mettent en grève.

- A la mi-juin, les ouvriers de Djahan (textile) sont en grève pour une augmentation de salaires. Ils sont l'objet d'une violente répression.

- Fin juin, grève des ouvriers des usines de Plasco Téhéran pour l'augmentation des salaires. Les ouvriers occupent l'usine, encerclée par les forces de police pendant 10 jours et réussissent à imposer l'obtention de leurs revendications.

- 24 juillet, plusieurs centaines d'ouvriers nettoyeurs, ainsi que les pompiers de la ville de Rasht, déclenchent une grève pour les salaires.

- Fin juillet, grève des ouvriers de l'usine pétrochimique de Chiraz pour l'augmentation des salaires

et l'amélioration des conditions de travail.

- Aux mois d'août et septembre, la lutte pour le logement prend un nouvel essor dans les quartiers pauvres de la périphérie de la capitale, à population essentiellement ouvrière.

Plus de 50 000 personnes attaquent la mairie de Farah-Abad à coups de bâtons et de pierres, et brisent toutes les vitres de l'édifice. Les paras interviennent pour disperser les manifestants.

- Le 5 novembre, les ouvriers de l'usine Benz-Khavar déclenchent une grève pour protester contre l'expulsion de leurs délégués.

- 14 février 78, grève de plus d'un millier d'ouvriers de la mine de charbon de Zirâb pour l'augmentation de salaires et les mesures d'hygiène.

- 4 mars 78, nouvelle grève des ouvriers de General Motors.

- Fin mars, les 4 000 ouvriers de diverses usines de Kashi se sont mis en grève pour participer aux journées de commémoration des martyrs de Tabriz.

Dès le lendemain du coup d'Etat de 1953 qui a ramené le Chah au pou-

voir, les travailleurs avaient riposté par de violentes grèves, notamment dans les briquetteries de la banlieue de Téhéran.

Dans les années 70, un certain nombre de grèves violentes ont été menées par les ouvriers du textile de Djahan-Tchit (près de la capitale), de Rey, de Shahi (au nord)... Plusieurs ouvriers ont été tués dans chacune de ces luttes par l'armée et la gendarmerie.

Le règlement stipule par ailleurs : «*Tumulte et désordre sur le lieu de travail*» (article 1). Ces «autres ouvriers» sont en fait les espions du patron et du pouvoir à l'usine des agents de la SAVAK qui espionnent et font emprisonner les ouvriers combattifs.

Chaque ouvrier qui gagne en moyenne 900 toumans par mois, doit dépenser de 500 à 600 toumans pour son logement et de 300 à 400 toumans pour sa nourriture. (Un touman = 0,70 F).

Cependant, l'augmentation des prix est beaucoup plus rapide que celle des salaires qui restent presque stagnants.

La crise économique de ces dernières années a considérablement aggravé la misère et l'exploitation de la classe ouvrière : l'inflation de l'ordre de 31 % frappe avant tout les travailleurs et les autres couches pauvres de la société ; tandis que la hausse des loyers a été vertigineuse (plus de 250 % en un an) !

De plus, les ouvriers ne jouissent d'aucune condition d'hygiène et de sécurité dans les usines.

UNE LÉGISLATION ANTI-OUVRIÈRE DRACONNIENNE

Le régime du Chah a voté une série de lois draconiennes pour briser l'élan combatif des travailleurs iraniens. Ainsi en est-il de la nouvelle législation votée par le parlement au moment de l'arrivée au gouvernement du nouveau premier ministre (en juillet 77). Alors que la première partie de cette législation essaie d'encourager un point de vue individualiste pour briser la solidarité de classe des ouvriers par le moyen des récompenses, une autre partie comporte des avertissements et des peines qu'encourent les travailleurs contestataires.

L'article 1 de la première partie (fautes de premier degré) est en rapport avec «*la divulgation des secrets de l'usine à l'extérieur*». Ceci vise directement le travail clandestin et la polarisation des luttes dans l'ensemble du pays.

Loin de paralyser la classe ouvrière, la multiplication de ces règlements votés au Parlement révèle en fait la peur du régime devant l'essor du mouvement ouvrier en Iran et le degré croissant de sa combativité et de son degré de conscience politique.

Informations transmises par l'U.E.I.F. (C.I.S.N.U.) B.P. 126. 75 662 Paris Cedex 14

Libye : durcissement des positions de Khadafi

Dans un discours prononcé en Algérie samedi, le président libyen, Khadafi, a réagi très violemment à la politique d'intervention de l'impérialisme français au Tchad. Il a déclaré : «*Si certains veulent entreprendre une croisiade, il faut qu'ils sachent que nous sommes prêts à assumer nos responsabilités dans cette bataille*». En même temps, il a pris une position assez nette en faveur de la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance.

Cependant, le président libyen n'avait pas toujours eu des positions aussi tranchées. En avril, lors de l'envoi des premiers renforts au Tchad, Giscard avait convoqué le ministre libyen des Affaires Étrangères. A la suite de cette

visite, le gouvernement libyen avait dénoncé la «*violation du cessez-le-feu par les troupes du FROLINAT*» ce qui revenait à justifier l'intervention française.

En ce qui concerne le Sahara, Khadafi avait refusé jusqu'ici de reconnaître la RASD et préconisait l'inclusion du Sahara dans une «*fédération maghrébine*». Il avait rendu visite en avril à Ould Daddah, chef d'Etat mauritanien, avec qui, il avait signé plusieurs accords économiques.

Sans doute, le soutien fluctuant que Khadafi apporte aux opposants tchadiens et au Front Polisario est à mettre en rapport avec le rôle que son régime entend jouer dans la région et ses ambitions.

Solidarité Argentine Manifestation de femmes à Paris

Manifestation de femmes, mardi soir à 18 h 30 devant Notre Dame de Paris en solidarité avec «*les folles de la Plaza de Mayo*» de Buenos Aires, les femmes ou mères de disparus qui défient régulièrement Videla en manifestant en plein centre de la capitale argentine, toutes les semaines.

La manifestation rejoindra l'UNESCO où se trouvent des femmes chiliennes en grève de la faim depuis douze jours.

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 6 juin

TF1

20 h 30 - Journal
 21 h 00 - Contes à vivre debout.
 22 h 00 - Jazz à Juan
 22 h 30 - Tennis internationaux de France
 22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 45 - Les dossiers de l'écran. Vingt ans après.
 0 h 45 - Fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinq hommes armés. Film italien de Don Taylor
 22 h 15 - Journal et fin

Mercredi 7 juin

TF1

17 h 55 - Sur deux roues
 18 h 10 - A la bonne heure
 20 h 35 - Journal
 21 h 00 - La vigne à Saint Romain. Film TV
 22 h 40 - Médicale. Les sécurités illusives
 23 h 40 - Tennis internationaux de France
 00 h 00 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Accords parfaits
 18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 40 - Moi, Claude empereur. Feuilleton britannique
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 25 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Marseille Contrat. Film franco-italien de R. Parrish (1974). Film policier.
 22 h 00 - Journal
 22 h 15 - Ciné regards. Case ouverte : le cinéma au féminin.

ARGENTINE : LIVRE NOIR



Cette brochure, éditée par l'Association Solidarité Franco-Argentine a pour objectif de rassembler les informations dont on dispose sur la répression en Argentine. A l'heure où la junte fasciste tente de se donner un visage libéral, en utilisant le déroulement de la Coupe du Monde en Argentine, il n'était pas inutile de rappeler la réalité de la situation des masses dans ce pays : le niveau de vie de la classe ouvrière a baissé, en deux ans de

65 %. La brochure cite des témoignages précis : exécutions des «disparus», tortures, suppression des libertés démocratiques, en particulier la suspension pour une durée indéterminée, du droit de grève, l'impunité pour les assassins de l'Alliance anti communiste argentine. Autant de faits qui donnent un singulier éclairage à la position du parti révisionniste argentin, pour qui la junte a une orientation majoritairement progressiste.

La brochure cite également des faits de résistance du peuple argentin, en particulier un certain nombre de grèves qui se sont déroulées fin 1977. Parmi ces luttes, la grève, en octobre 1977, de l'usine Renault de Cordoba, suivie de l'arrestation de 130 travailleurs de cette usine, où les salaires sont trois fois inférieurs à ceux des usines Renault en France. Un exemple qui permet de comprendre la position de l'impérialisme français, fa-

vorable à la junte.

Les auteurs de la revue concluent : «Le boycott de ce pays comme organisateur de la coupe du monde de football nous paraît la seule réponse conséquente et responsable».

Un document à consulter.

* Argentine, livre noir, diffusé par l'Association Solidarité Franco-Argentine, BP 824-38035 Grenoble Cedex.

Et l'acier fut trempé

144^e épisode

Pavel vient de passer devant une commission médicale qui lui conseille d'aller se reposer en Crimée.

Ancien partisan, Faïlo ne manquait pas une occasion de raconter, avec un gros rire, comment il tranchait la tête aux partisans de Makhno, à raison d'une dizaine par jour. Kortchaguine ne pouvait pas le sentir. Une komsonole s'était présentée un jour à Pavel et avait fondu en larmes, expliquant que Faïlo lui avait promis le mariage, mais qu'au bout d'une semaine de vie commune il avait cessé même de la saluer. Devant la commission de contrôle, Faïlo avait nié, la komsonole n'avait pas de preuves, mais Pavel lui faisait confiance. Il prêta l'oreille. Les autres ne soupçonnaient pas sa présence.

— Alors, Faïlo, quoi de neuf ? Qu'est-ce que tu vas encore nous raconter ?

La voix était celle de Gribov, un ami de Faïlo, du même acabit que lui. Pour une raison inconnue, il était noté comme propagandiste, bien que profondément inculte et borné. Il était fier de son titre et le mettait en avant à tout propos et hors de propos.

— Tu peux me féliciter : hier, j'ai troussé la Korotaiéva. Et toi qui disais que je tomberais sur un bec ! Non, mon vieux, quand je m'accroche à une bonne femme, c'est comme si ça y était.

Et il ajouta un commentaire obscène. Un frisson nerveux secoua Kortchaguine, signe d'énerve-

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

aigu. Korotaiéva était la secrétaire de la section féminine du comité régional. Elle était arrivée en même temps que lui-même, et Pavel s'était lié d'amitié au cours du travail en commun avec cette camarade sympathique, sensible, pleine d'attention pour chaque femme, et pour quiconque venait lui demander conseil ou protection. Korotaiéva était estimée et respectée de tous les membres du comité. Elle n'était pas mariée. Faïlo parlait certainement d'elle.

— Tu ne bluffes pas un peu, Faïlo ? Ça ne lui ressemble pas beaucoup.

— Moi, bluffer ? Mais pour qui me prends-tu ? J'en ai feinté bien d'autres. Le tout est de savoir s'y prendre et de trouver la méthode qui correspond à chacune. Il y en a qui cèdent au bout d'un jour, mais ça, c'est de la petite bière. Avec d'autres, ça peut demander un mois. L'important, c'est de saisir la psychologie du sujet. Autant de femmes, autant de méthodes. Ça, mon vieux, c'est une science, mais je suis professeur en la matière. Ha-ha-ha !...

Faïlo s'étranglait de contentement. Ses auditeurs, friands de détails, le pressaient de commencer son récit.

Kortchaguine se leva, les poings crispés, sentant son cœur bondir.

— Attaquer la Korotaiéva de front, bille en tête, c'était perdre son temps. Pourtant, je ne voulais pas abandonner, d'autant plus que j'avais parié une douzaine de bouteilles de porto avec

Gribov. J'ai tenté quand même une offensive en douceur. Une visite, deux visites, elle me regarde plutôt de travers. Avec tout ce qu'on raconte sur moi, elle a dû en avoir des échos... En un mot, l'attaque de flanc se solde par un échec. Alors, j'amorce un mouvement tournant, je la contourne. Ha-ha !... Tu vois ça d'ici, je lui raconte que j'ai fait la guerre, que j'ai descendu des tas de gens, que j'ai roulé ma bosse et eu pas mal de coups durs, mais sans jamais trouver une femme qui me comprenne, et maintenant je vis comme un chien, sans caresse ni affection... Et allez donc et allez donc. Tout dans le même genre. En somme, je tapais sur le point faible. Ça m'a pris pas mal de temps. Un moment, j'ai failli tout envoyer au diable et laisser tomber la comédie. Mais c'était une question de principe ! C'est pour le principe que j'ai continué à la talonner... Et enfin j'ai eu ce que je voulais. Pour me payer de toutes mes peines, ce n'est pas une femme quelconque que je me suis envoyée, mais une vierge. Ha-ha !... Quelle rigolade !

Et Faïlo continua son ignoble récit.

Kortchaguine ne sut jamais comment il s'était trouvé près de Faïlo.

Fumier ! hurla Pavel.

— Fumier toi-même, qui écoutes les conversations qui ne te regardent pas !

Pavel dut ajouter autre chose car Faïlo l'empoigna par la poitrine.

— Tu continues à m'insulter ?

Et il lança un coup de poing à Kortchaguine. Il avait bu.

Kortchaguine saisit un labouret de chêne et envoya son adversaire rouler à terre. Il n'avait pas de pistolet sur lui et c'est à cela que Faïlo dut de rester en vie.

(à suivre)

Procès de l'assassin de Gilles Olivier 2 ans avec sursis requis

Lundi dernier, la 16^e Chambre correctionnelle de Bobigny jugeait l'assassin du jeune Gilles Olivier, abattu par le policier Catteau qui le poursuivait.

10 juillet 1976 : appelés par le machiniste d'un dépôt RATP, les flics se dirigent vers une fête foraine voisine. Des jeunes s'enfuient car ils n'ont pas leurs papiers et ils connaissent bien les flics : les jeunes du Vert-Galant, sans cesse contrôlés, tracassés, pourchassés, sont leur cible préférée.

Les flics se lancent à la poursuite des jeunes. Des balles sifflent, 5 ou 6 fois. Un témoin a entendu nettement : « Arrêtez ou je tire » suivi d'un coup de feu. A 6 h 30 du matin, quelqu'un découvre le corps de Gilles Olivier, 17 ans, mort d'une hémorragie interne après une agonie d'une heure. L'auteur du crime, le policier Catteau, ne mentionnera même pas le fait dans son rapport, indiquant seulement qu'il a perdu sa montre. Au tribunal, il

prétend avoir tiré une première fois en l'air puis avoir trébuché. Un autre policier fera une déclaration étonnante : il affirme avoir été trop loin pour voir ce qui s'est passé, mais avoir entendu un coup de feu tiré en l'air. A la question de l'avocat de la famille Olivier : « En quoi le témoin peut-il savoir qu'un coup de feu qu'il ne voit pas est tiré en l'air ? », le flic répond : « Je pense que le bruit est différent ». Catteau, plein de rage, raconte froidement : « J'ai été appelé pour des violences commises par des voyous de la Cité du Vert-Galant ». Un certain nombre de choses bizarres ont marqué l'instruction de ce procès : les douilles tirées ont disparu, l'hématome sur le crâne de Gilles n'est pas mentionné par le rapport des experts...

Le procureur ne demandera que deux ans avec sursis, ce qui veut dire que le policier Catteau risque d'être réintégré prochainement dans ses fonctions ! Jugement le 26 juin.

Protestation contre l'accentuation de la répression en liaison avec la marée-noire

Une conférence de presse s'est tenue le jeudi 1^{er} juin à Brest avec des représentants du comité anti marée-noire et de plusieurs organisations.

L'ensemble de ces organisations dénonce les nombreux faits de répression suivants :

- A St Renan le vendredi 26 mai à l'occasion d'une distribution d'un tract (« Soldat du peuple ») à des militaires de la marée noire, la police a procédé à 2 arrestations et 2 perquisitions sans mandat. Ces 2 personnes ont été gardées à vue 24 h.
- 2 jours plus tôt dans la région de St Renan le 24 mai, la police a procédé à une perquisition (là aussi sans mandat) suivie d'interrogatoires.
- A Morlaix, 2 militants diffusant un tract du Comité Anti marée noire appréhendés par des militaires et interrogés par la police.
- A Brest multiplication des descentes de police et contrôle d'identités dans certains bars.
- Au Conquet des distributeurs de tracts du Comité anti marée noire poursuivis par des militaires jetant des pierres sur la voiture des diffuseurs.
- A Brest sévices de la police à l'encontre d'un jeune surpris lors d'une inscription à la peinture.
- A Cléder des diffuseurs d'un comité ouvriers-soldats arrêtés par des militaires.
- Des appelés de Rouen mis aux arrêts au retour de la marée noire.
- A Brest : contrôle d'identité sur la place de la liberté pour le simple fait de discuter avec des militaires.

Tous ces faits montrent la faiblesse du pouvoir qui craint la réaction de la population contre les responsables de la marée noire, faiblesse du pouvoir qui craint également la liaison des militaires avec la population locale, enfin faiblesse du pouvoir qui veut tester les capacités de réaction de la population d'une région où il envisage d'implanter une centrale nucléaire.

Les organisations présentes appellent toutes les autres organisations syndicales et politiques à protester également contre cette accentuation de la répression : à cet effet une réunion était prévue le lundi 5 juin à 18 h au Centre Social de Bellevue, pour élaborer une déclaration commune et envisager les suites à donner.

Communiqué

Le groupe Femmes et Rencontre de Grenoble organise une exposition et diffuse un montage vidéo sur le viol, mercredi 7 juin, à 15 heures, à la Place Publique de Grand Place.

MANIFESTATIONS CONTRE LA JUNTE FASCISTE EN ARGENTINE

A BLOIS : LA JEUNESSE CONTRE LE MUNDIAL

Toute la semaine, on avait vu une mobilisation intense sur les deux lycées de Blois pour le boycott du Mondial : diffusions de l'*Épique*, collages, ont rencontré un écho certain. Des débats ont eu lieu dans les cours et à la sortie du lycée (60 *Épique* ont été vendus). Cette mobilisation a débouché sur une intervention massive à l'appel du comité « Jeunesse en lutte » de Blois et soutenue par

l'UCJR samedi après-midi.

Nous sommes une vingtaine à diffuser l'*Épique*, à débattre avec les jeunes et les travailleurs, circulant dans la ville par petites équipes. Nous rencontrons la sympathie des travailleurs et la volonté d'en savoir plus long sur ce qu'ils ignoraient à propos de l'Argentine. Notre stock de journaux épuisé en une demi-heure, nous décidons, renforcés par les jeunes que nous venons de

contacter de faire une mini-manifestation. Aussitôt dit, aussitôt fait : une banderole reprenant en beaucoup plus grand le dessin : « Lorsque vous applaudirez... » précède le petit cortège, suivie d'une chaîne de camarades portant des masques ensanglantés. Derrière eux, le reste des jeunes en chaîne et une grande banderole : « Pas de foot entre les camps de concentration ».

Le petit cortège combatif part dans la rue la plus encombrée de Blois, bloque la circulation sur une file : « Videla fasciste, Giscard complice ». Les gens, les voitures, s'arrêtent surpris, on n'a pas l'habitude de voir de petits cortèges si combatifs à Blois. De plus, il n'y a que des jeunes ici, mais combien déterminés ! Rapidement les flics arrivent, nous for-

çant à continuer sur le trottoir ; 100 mètres plus loin, nous reprenons la chaussée continuant le tour du centre ville pour finir sur le marché populaire : « Derrière la télé, écoutez le cri des torturés », « Coupe du monde, coupe immonde », « Soutenez les luttes du peuple argentin ».

Le cortège s'est grossi de quelques personnes dont un militant du COBA de Paris. Nous nous dispersons, les flics ne manquent pas d'interpeller 2 camarades.

Nous poursuivrons la mobilisation cette semaine en faisant une action spectaculaire, dans le lycée, nous essaierons d'élargir la mobilisation.

Corr. Blois

Thionville : manifestation combative

A l'appel d'Amnesty, des Amis de la Terre, du COBA, de la CFDT, du PCR ml, du PCMLF, de la LCR, mais aussi du PS et du PCF, s'est déroulée une manifestation jeudi après-midi à Thionville. Derrière une grande banderole du COBA : « Pas de football entre les camps de concentration ». « Pas de sport caution aux régimes fascistes » se trouve le gros du cortège avec au moins 150 manifestants. Devant un petit groupe d'Amnesty, Derrière sont relégués le PCF avec 25 personnes et la LCR.

C'est au milieu d'une foule très attentive, avec de nombreux signes de sympathie que la manifestation se poursuit pendant plus d'une heure avant de brûler des effigies des fascistes argentins en guise de dispersion. La manœuvre de diversion et de récupération du PCF a échoué. Avec son mince

cortège, ses mots d'ordre couverts, il en fut pour ses frais. Son attitude mérite quelques explications. Pourquoi a-t-il accepté de diffuser un tract contre la junte fasciste en contradiction avec les positions exprimées dans l'*Humanité* et de manifester avec le COBA ?

Sans doute est-il gêné de ses positions sur l'Argentine dans ses propres rangs pour une partie de ses militants, et aussi parmi une frange de travailleurs, et de jeunes.

Détourner les questions qui lui sont posées, noyer la campagne pour le boycott dans une dénonciation très générale du régime argentin ne parviennent pas à cacher la baisse d'activité du PCF et le développement de contradictions très vives y compris dans les organismes de direction.

Corres. Thionville

Coup de filet anti-FNLC : 24 Corses traduits devant la Cour de Sûreté de l'État

Avant l'arrivée de Giscard, les interpellations et arrestations se multiplient. Le pouvoir annonce le démantèlement du FNLC en même temps que l'arrestation de 24 personnes présentées comme des militants de ce mouvement dont Jean-Paul Roesch arrêté lundi à Paris, qui aurait reconnu être le responsable du FNLC et avoir fait sauter la gare de Villepinte (93). Les 24 Corses seront déferés devant la Cour de Sûreté de l'État. Le CRS arrêté vendredi a été suspendu de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur : il avait été interpellé alors qu'il transportait de la dynamite dans ses valises. Les identités ne sont pas encore révélées. Des armes de guerre auraient été découvertes ainsi que des explosifs. Par ailleurs, la manifestation prévue à Ajaccio est toujours incertaine, la controverse se poursuivant à ce sujet.

Alfortville : combien de charges d'explosif en tout ?

Voici les 2 photos qui ont été prises à quelques minutes d'intervalle par notre reporter au moment où la canalisation de gaz d'Alfortville venait de sauter. Sur la première on ne voit la flamme que d'une explosion. Sur la deuxième, prise du même endroit on voit distinctement 2 flammes d'explosion. Il y a-t-il eu plusieurs charges de plastique ? C'est la question qui est posée au regard de ces 2 photos inédites.

Sur les lieux la police a retrouvé des traces de cordon Bickford, preuve qu'un attentat a bien été commis. Mais par qui ? La direction de gaz de France a porté plainte contre X. Hormis peut être un geste criminel et insensé, personne ne se risquerait à attribuer l'attentat à une organisation quelconque. Personne sauf l'EDF qui laisserait entendre surnoisement qu'il pourrait s'agir d'antinucléaires qui auraient confondu gaz et électricité !!

Personne sauf la section PCF de Rhône Poulenc Vitry parlant « d'exactions » de « sinistres individus ou groupuscules » « Quelques uns prétendent mener la lutte politique avec ces moyens-là... » insinuant de manière perfide qu'il s'agirait de « gauchistes »... Le tout pour en arriver à la nécessité de renforcer la répression. Le tract du PCF se termine par ailleurs par « On voit bien la nécessité de la construction rapide d'un commissariat à Vitry ». Si on ne voit pas qui a pu commettre ce sinistre attentat, on voit en tout cas, compte tenu de ce type de réaction, qui tente s'en servir de façon manipulateur...

